La rubrique Lecture est réalisée par Guillemette Chevaillier du centre de documentation de l'EHESP.

covid-19

Pandémie. Un fait social total
Marie Gaille, Philippe Terral
Paris : CNRS Éditions, 2021, 228 p.

Cet ouvrage propose d'étudier dans le détail et avec le recul nécessaire, tous les éléments qui ont fait de cette pandémie une « crise » économique et sociale. Selon les auteurs, ce qui fait crise est, au-delà du virus, le manque de moyens sanitaires pour affronter celui-ci, la décision des autorités de recourir au confinement qui a eu pour conséquence le ralentissement de l'activité économique, induisant une perte de repères et de nombreuses incertitudes sur l'avenir. Du point de vue des SHS, cette crise constitue un formidable terrain d'étude, dont l'aspect sanitaire n'est qu'un parmi d'autres. Il convient donc de l'aborder dans sa complexité, d'évaluer ses effets sur tous les aspects de la vie humaine, la définissant comme un fait social total.

personne handicapée

Le Droit d'accès aux soins des personnes sourdes
Julie Lenoble-Martin
Paris : L'Harmattan, 2021, 220 p.

Quinze ans après l'adoption de la loi du 11 février 2005, loi pionnière de l'accessibilité, peut-on dire que les sourds ont un droit effectif d'accès aux soins en France ? Quels aménagements ont été mis en place afin de permettre aux personnes sourdes de circuler, d'accéder aux locaux et aux équipements et de communiquer ? S'appuyant sur un travail de recherche, l'auteure retrace le cadre juridique dans lequel s'inscrit ce droit d'accès aux soins, et étudie comment les grands principes structurant ce cadre juridique sont reçus et appliqués par les différents acteurs concernés. L'auteure constate que le droit s'est imposé peu à peu et que les progrès techniques ont amélioré la situation sanitaire des personnes sourdes, du fait d'une intégration facilitée dans la société. Cependant, elle met en garde contre le risque de disparition de la langue des signes qui pourrait entraîner la disparition d'une culture, d'une identité et d'une histoire qui leur est propre.

précarité

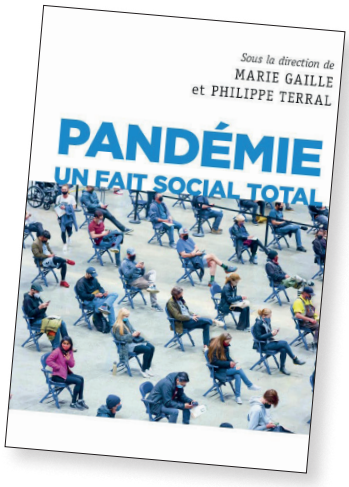
Pandémie et biopouvoir. La nouvelle précarité contemporaine
Jean Furtos
Paris : Éditions Rue d'Ulm, 2021, 101 p.

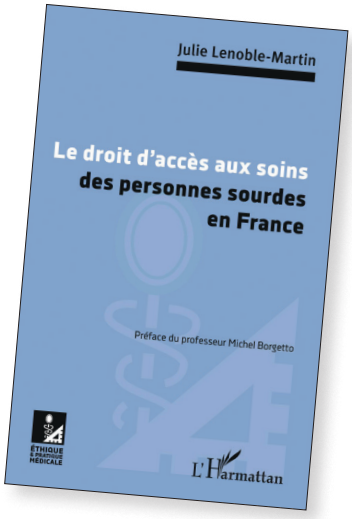
L'auteur Jean Furtos, psychiatre, défend l'hypothèse d'un lien étroit entre l'expérience de la précarité, de l'isolement, produite par la société et les troubles psychiques. S'appuyant sur sa pratique et son expérience, et reprenant le terme emprunté à Foucault de « biopouvoir », il dénonce, dans cet ouvrage sans concession, l'effacement durant la pandémie des acquis de démocratie sanitaire, du consentement libre et éclairé et de l'information des malades sur les risques des traitements. Il tente de comprendre la dramatisation de la pandémie, et s'interroge quant au rapprochement effectué avec le livre *La Peste* de Camus, alors que ce que nous avons vécu « *n'a rien à voir du point de vue épidémique* ». Enfin, il évoque la contagiosité psychique de la peur, entretenue par les médias et les discours politiques et dénonce une désinformation génératrice d'angoisse.

dépendance

Dame de compagnie : En immersion au pays de la vieillesse
Ixchel Delaporte
Rodez : Rouergue éditions, 2021, 231 p.

Comme Florence Aubenas l'avait fait avant elle, l'autrice, philosophe, s'est glissée dans la peau d'une auxiliaire de vie, pour comprendre de l'intérieur ce que signifie vieillir. Elle a souhaité être confrontée à ce que la société ne veut pas voir. Embauchée pour prendre soin d'Hélène, une dame atteinte de la maladie de Parkinson avancée, sans jamais avoir été formée, ni préparée à l'accompagnement. Elle témoigne, bien au-delà des tâches matérielles, de sa difficulté à accueillir la souffrance, la fatigue, la solitude et l'angoisse de la vieille dame face à sa maladie. Elle nous raconte le monde du vieillissement et de la dépendance, mais aussi les conditions de travail de ces femmes, auxiliaires de vie, confrontée à la précarité, aux déplacements entre les domiciles des personnes qui ne comptent pas comme un temps de travail et aux heures supplémentaires non rémunérées.



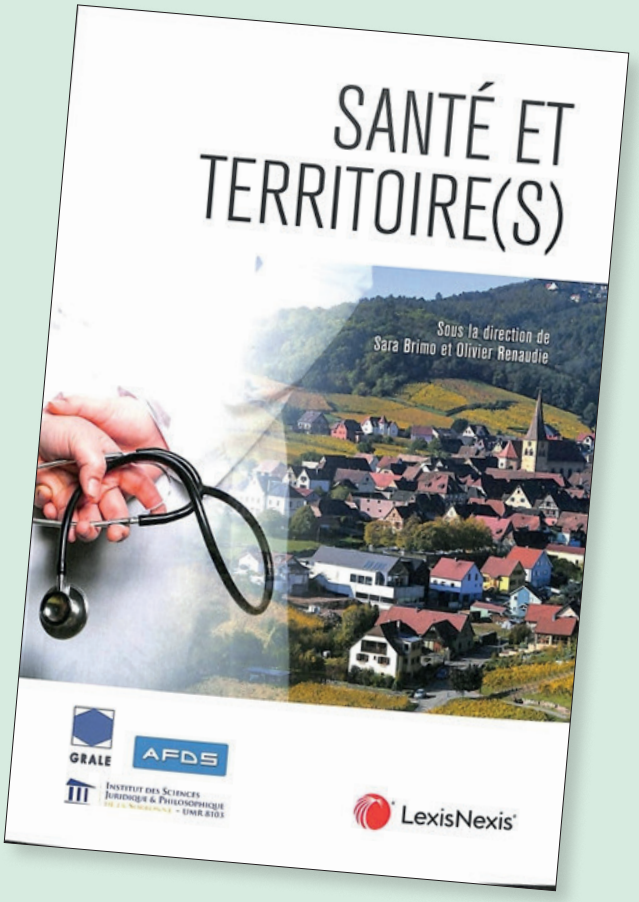


accompagnement social

Les femmes du lien. La vraie vie des travailleuses essentielles
Vincent Jarousseau
Paris : Les Arènes, 2022, 222 p.

Elles sont technicienne d'intervention sociale et familiale, aide à domicile, accompagnante éducative et sociale, auxiliaire de vie sociale, éducatrice spécialisée, assistante familiale, assistante maternelle et aide-soignante. Huit femmes, travailleuses du lien, nous livrent dans ce documentaire passionnant, le récit de leur quotidien, de leur engagement professionnel auprès des familles, de nos aînés, de nos enfants. Pour chacune, une courte BD raconte leur trajectoire professionnelle, puis grâce aux photos et aux dialogues reconstitués, nous les suivons en immersion dans des mondes invisibles, à travers leurs gestes, leurs regards, comme si nous étions tout proche d'elles… Un hommage rendu à ces femmes de l'ombre.

géographie de la santé

Santé et territoire(s)
Sous la direction de Sara Brimo et Olivier Renaudie
Benoît Apollis, Sara Brimo, Virginie Donier, Olivier Dupéré, Jean-Baptiste Guyonnet, Laetitia Janicot, Arnaud Lami, Martine Long, Marie-Laure Moquet-Anger, Jean-Marie Pontier, Stéphanie Rabiller, Olivier Renaudie, Nicole Vernazza-Licht
Paris : LexisNexis, 2022, 190 p.

À première vue, les choses sont simples. Comme l'affirme le Code de la santé publique, la politique de santé relève de la responsabilité de l'État, auquel il revient d'assurer sur l'ensemble du territoire national, d'une part, l'égalité dans l'accès aux soins et, d'autre part, l'égalité dans la distribution des soins. À mieux y regarder, comme l'a révélé la crise sanitaire, les rapports entre santé et territoire(s) sont plus complexes qu'il n'y paraît. D'un côté, la santé, envisagée comme une politique publique, apparaît territorialisée, c'est-à-dire adaptée aux spécificités des territoires. Incarnée par les agences régionales de santé, cette territorialisation permet de corriger localement les inégalités dans l'accès aux soins et d'adapter les politiques publiques aux différences épidémiologiques entre les zones géographiques. De l'autre côté, les collectivités territoriales exercent des compétences intéressant la santé. Les maires, au titre de leur pouvoir de police, peuvent prendre sur le territoire de la commune des mesures ayant pour objet la protection de la salubrité publique. Les conseils départementaux sont responsables de l'autorisation et de la gestion de certains établissements et services sociaux et médico-sociaux. Les conseils régionaux peuvent mener des actions ayant pour objet la prévention de certaines maladies ou la résorption des disparités territoriales en matière d'accès aux soins. La manière dont les pouvoirs publics ont géré l'épidémie de Covid-19 a pu conduire certains à considérer qu'il fallait aller plus loin dans la différenciation territoriale en matière sanitaire et à réclamer davantage de décentralisation et de partage des responsabilités. D'autres soutiennent précisément l'inverse et en appellent à plus de centralisation au nom de la nécessaire cohérence de l'action publique sanitaire. Pourquoi pas. Encore faut-il, dans l'un et l'autre cas, prendre le temps de l'analyse. C'est précisément l'objet du présent ouvrage, qui rassemble des contributions dressant un bilan des relations entre santé et territoire(s), telles qu'elles ont pu être renouvelées par la crise sanitaire.